

UNHCK

UNHCK

©2024, UNHCK



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC GRANT / SUBVENTION DU CRDI : - ARTIFICIAL INTELLIGENCE FOR DEVELOPMENT POLICY INITIATIVE*  
*II*

# **Perceptions des acteurs du secteur public au Sénégal sur l'influence et les effets macroéconomiques de l'IA**

## **Introduction**

L'intelligence artificielle (IA) occupe aujourd'hui une place centrale dans la transformation numérique mondiale. Véritable levier d'innovation, elle bouleverse non seulement les secteurs technologiques, mais également l'ensemble des services publics et privés. Les gouvernements, face à cette évolution rapide, cherchent à s'adapter pour en maximiser les avantages tout en atténuant les risques. Au Sénégal, l'État a pris conscience des enjeux liés à l'IA et s'est engagé dans une stratégie nationale qui vise à en tirer profit, à la fois pour améliorer l'efficacité des politiques publiques et pour promouvoir la croissance économique.

Cependant, cette transformation technologique soulève des questions fondamentales sur la manière dont les acteurs du secteur public perçoivent l'IA. C'est précisément cette interrogation que cet article se propose d'explorer, en s'appuyant sur les perceptions recueillies via des questionnaires auprès de fonctionnaires et d'autres acteurs du secteur public. Ces perceptions permettent de mieux cerner les attentes, les craintes, ainsi que l'impact potentiel de l'IA sur les services publics et l'économie nationale. À travers une analyse en profondeur, cet article s'efforce d'examiner à la fois l'influence de l'IA sur les secteurs d'intervention de l'État et ses effets macroéconomiques anticipés.

## **I. L'intelligence artificielle : un levier de transformation pour le secteur public**

### **1. L'IA et l'amélioration des politiques publiques**

L'intégration de l'intelligence artificielle dans les politiques publiques est perçue par les acteurs du secteur public comme une évolution inévitable et prometteuse.

Dans le document « *Perceptions des acteurs du secteur public au Sénégal sur l'influence et les effets macroéconomiques de l'IA* », il est mentionné que « *les pouvoirs publics se sont engagés dans la formulation d'une stratégie nationale d'IA* » pour maximiser l'impact de cette technologie sur le développement socio-économique. La reconnaissance du potentiel de l'IA dans l'administration publique repose sur sa capacité à rationaliser et à automatiser certaines tâches administratives répétitives, ainsi qu'à améliorer la gestion des ressources.

Les réponses recueillies via le **questionnaire** montrent que les secteurs clés, tels que la santé et l'éducation, sont parmi ceux où l'IA pourrait jouer un rôle crucial. Par exemple, dans le domaine de la santé, les acteurs publics imaginent que l'IA pourrait contribuer à l'amélioration de la gestion des flux de patients, à l'optimisation des ressources médicales et à l'établissement de diagnostics plus rapides et plus précis. Ces technologies pourraient non seulement alléger la charge de travail des agents de santé, mais aussi améliorer la qualité des soins. Dans le domaine de l'éducation, l'IA est perçue comme un outil qui pourrait aider à personnaliser les parcours d'apprentissage en fonction des besoins spécifiques des élèves, ce qui permettrait d'accroître les taux de réussite et de réduire les disparités d'accès à l'éducation.

Ainsi, l'IA apparaît comme un vecteur de modernisation des services publics, capable d'améliorer la qualité des politiques publiques et leur impact sur les populations.

## **2. L'efficience des services publics à travers l'automatisation**

Les acteurs publics interrogés dans le cadre du questionnaire expriment également une opinion largement favorable concernant le potentiel de l'IA à améliorer l'efficience des services publics. Selon le **document de recherche**, l'intelligence artificielle est vue comme une opportunité pour accroître la productivité des

agents de l'État en automatisant les tâches les plus chronophages, telles que la gestion des dossiers administratifs, la délivrance de documents officiels, ou encore la gestion des budgets publics.

Cette automatisation pourrait réduire significativement les délais de traitement des dossiers, ainsi que les coûts opérationnels liés aux erreurs humaines. Un fonctionnaire ayant participé à l'enquête mentionne : « *L'IA permettrait de soulager les administrations publiques en automatisant certaines tâches répétitives, ce qui libérerait du temps pour se concentrer sur des missions plus stratégiques.* » En d'autres termes, l'IA libérerait les ressources humaines des contraintes administratives afin de permettre aux agents publics de se concentrer sur des activités à plus forte valeur ajoutée, telles que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Cependant, les répondants soulignent également que cette transformation ne pourra être pleinement réalisée qu'à condition d'accompagner l'adoption de l'IA d'une formation adéquate des fonctionnaires. L'une des recommandations les plus récurrentes est la nécessité de renforcer les **capacités des agents publics** à maîtriser les outils d'IA, afin qu'ils puissent les utiliser efficacement tout en conservant un contrôle humain sur les processus automatisés.

## **II. L'IA et ses effets macroéconomiques : Promesses et inquiétudes**

### **1. Promesses d'un impact macroéconomique positif**

L'intégration de l'IA dans le secteur public pourrait avoir des répercussions importantes sur l'économie nationale. Comme mentionné dans la **proposition de communication**, les acteurs publics reconnaissent le potentiel de l'IA pour favoriser la croissance économique en améliorant l'efficacité des services publics, en optimisant l'allocation des ressources et en stimulant l'innovation dans des secteurs comme la finance publique, l'agriculture, ou encore les infrastructures.

Ces innovations pourraient accroître la compétitivité du Sénégal sur la scène internationale, tout en attirant de nouveaux investissements dans le domaine des technologies émergentes.

En outre, l'IA pourrait jouer un rôle clé dans la création de nouveaux emplois, en particulier dans les domaines liés à la gestion des données, au développement de systèmes d'IA et à la cybersécurité. Les répondants estiment que l'adoption de l'IA pourrait également renforcer les capacités de gouvernance, en facilitant la collecte et l'analyse des données en temps réel, ce qui permettrait aux décideurs publics de prendre des décisions plus éclairées et mieux informées.

## **2. Inquiétudes concernant la destruction d'emplois et la dépendance technologique**

Toutefois, malgré les perspectives positives liées à l'IA, plusieurs préoccupations majeures subsistent. Les acteurs publics interrogés font état d'une crainte largement partagée concernant la **destruction d'emplois** que pourrait entraîner l'automatisation croissante des tâches administratives. Le questionnaire met en lumière la crainte que de nombreux postes, notamment ceux occupés par des agents dont les fonctions sont principalement manuelles ou répétitives, puissent être remplacés par des systèmes automatisés. Cette inquiétude est renforcée par l'absence, dans les réponses des acteurs publics, de stratégies claires de reconversion professionnelle ou de formation continue pour les agents dont les emplois pourraient être menacés par l'automatisation.

Un autre point de préoccupation concerne la **dépendance technologique**. Les répondants expriment des doutes quant à la capacité du Sénégal à maîtriser entièrement cette technologie, en raison de la complexité des systèmes d'IA et du manque d'infrastructures technologiques dans certaines régions. Cette dépendance pourrait poser problème si l'IA venait à être gérée exclusivement par

des entreprises étrangères ou si le pays devait importer la majorité de ses systèmes d'IA sans pouvoir développer ses propres capacités internes.

### **III. Un encadrement éthique et réglementaire nécessaire**

#### **1. La nécessité d'un cadre éthique rigoureux**

Pour atténuer les risques associés à l'IA et garantir que son utilisation soit bénéfique à la société sénégalaise, les acteurs publics interrogés insistent sur la nécessité de mettre en place un **cadre réglementaire** strict. Selon la **proposition de communication**, les pouvoirs publics sénégalais doivent veiller à l'élaboration de normes éthiques qui régissent l'utilisation de l'IA, notamment en matière de **protection des données personnelles**, de **transparence des processus algorithmiques**, et de **responsabilité** en cas d'erreur ou de dysfonctionnement des systèmes d'IA.

Les participants au questionnaire suggèrent la création de **comités éthiques dédiés** à l'IA au sein des ministères et des agences publiques. Ces comités auraient pour mission d'évaluer les projets d'IA avant leur mise en œuvre, d'en analyser les implications éthiques, et de veiller à ce que ces projets soient conformes aux normes éthiques et légales nationales. L'une des préoccupations les plus souvent soulevées par les acteurs publics est le risque que l'IA soit utilisée de manière abusive, notamment en ce qui concerne la surveillance des citoyens ou la collecte de données sensibles.

#### **2. La formation continue des agents publics**

Enfin, pour que l'IA puisse être utilisée de manière efficace dans le secteur public, il est indispensable de **former les fonctionnaires** à son usage. Les réponses au questionnaire révèlent un consensus autour de la nécessité de renforcer les compétences des agents publics dans le domaine des nouvelles technologies, en particulier celles liées à l'intelligence artificielle. Les fonctionnaires doivent être

en mesure de comprendre le fonctionnement des systèmes d'IA qu'ils utilisent, de détecter les biais potentiels dans les algorithmes, et de garantir un **contrôle humain** dans les processus décisionnels.

L'un des défis les plus importants soulevés est la **vigilance éthique** que cette formation devrait encourager. Les agents publics, confrontés à l'automatisation croissante des services, doivent être sensibilisés aux enjeux éthiques et aux implications sociales de l'IA. Comme le mentionne un participant à l'enquête : « *Nous devons être les garants de l'éthique, même dans un monde de plus en plus automatisé. L'IA ne doit pas remplacer notre jugement.* »

## **Conclusion**

L'intelligence artificielle est perçue par les acteurs du secteur public sénégalais comme une opportunité sans précédent pour moderniser les services publics et renforcer la croissance économique. Cependant, ces mêmes acteurs expriment des craintes légitimes face aux risques que cette technologie pourrait engendrer, en particulier en termes de perte d'emplois et de dépendance technologique. Pour que l'IA puisse jouer pleinement son rôle dans la transformation du secteur public, il est indispensable de mettre en place un cadre réglementaire et éthique rigoureux, tout en formant les fonctionnaires aux enjeux techniques et éthiques liés à cette technologie.

L'adoption de l'IA, dans un cadre éthique solide et avec des agents publics bien formés, pourrait alors permettre au Sénégal de tirer pleinement parti des bénéfices de cette révolution technologique, tout en respectant les principes fondamentaux de transparence, de responsabilité et de protection des droits humains.